



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

***Direction de l'évaluation de la performance, de
l'achat, des finances et de l'immobilier***

CCAP n° PRA033086

Service de l'achat, de l'innovation et de la
logistique du ministère de l'Intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi de
l'exécution des marchés

Bureau des achats métiers

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
Acquisition de boucliers balistiques destinés à équiper
les personnels des forces de la sécurité intérieure affectée
aux missions de lutte contre le terrorisme
et la criminalité organisée

*Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 37 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 37.*

Annexe 1 : Traitement des données à caractère personnel

Annexe 2 : Exigences LOG MI

Annexe 3 : Tests balistiques- têtes-de-série

Annexe 4 : Protocole-tests-CREL

S O M M A I R E

ARTICLE 1. OBJET – DÉCOMPOSITION – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre.....	4
1.3. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSE).....	7
1.4. Forme et durée de l'accord-cadre.....	8
ARTICLE 2. QUANTITÉS DE L'ACCORD-CADRE.....	8
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 4. REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	9
4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur.....	9
4.2. Représentation du titulaire.....	10
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	10
5.1. Obligations du titulaire.....	10
5.1.1. OBLIGATION DE RÉSULTAT ET RESPONSABILITÉ:.....	10
5.1.2. OBLIGATION D'INFORMATION:.....	10
5.1.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ:.....	10
5.1.4. RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE DITE « LOI SÉPARATISME ».....	11
5.2. Obligation de l'administration.....	11
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	11
7.1. Monnaie.....	11
7.2. Forme des prix.....	11
7.3. Contenu des prix.....	12
7.4. Nature des prix.....	12
7.5. Prix de règlement.....	12
ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	12
8.1. Dispositions générales.....	12
8.2. Lieux de livraison.....	13
8.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison.....	14
8.4. Conditionnement et emballages.....	15
8.5. Transport.....	15
ARTICLE 9. REMISES DE TÊTES DE SÉRIE UNIQUEMENT POUR LES LOTS 1-2-3-4-5 ET 6.....	16
ARTICLE 10. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	19
10.1. Principes.....	19
10.2. Délais ouverts à la personne publique- Décisions.....	19
ARTICLE 11. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – GARANTIE.....	20
ARTICLE 12. MODALITÉS DE PILOTAGE DES PRESTATIONS.....	20
12.1. Comité de pilotage de l'accord-cadre.....	20
12.2. Comité de suivi technique.....	21
ARTICLE 13. AVANCE.....	21

ARTICLE 14. ACOMPTES.....	22
ARTICLE 15. SUIVI DE L'EXÉCUTION – LIVRABLES.....	22
15.1. Rapport d'activité.....	22
15.2. Livrables.....	22
ARTICLE 16. RÈGLEMENT – FACTURATION – CESSIION DE CRÉANCES.....	23
16.1. Règlement.....	23
16.2. Facturation.....	23
16.3. Délai de paiement.....	24
16.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire.....	24
16.5. Cession ou nantissement de créances.....	25
16.6. Personne habilitée à fournir les renseignements.....	25
ARTICLE 17. MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX.....	25
17.1. Révisions des prix.....	25
17.2. Offres promotionnelles.....	26
17.3. Clause de sauvegarde.....	26
17.4. Clause de réexamen.....	26
ARTICLE 18. EVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS.....	26
18.1. Initiative du titulaire.....	26
18.2. Initiative de l'administration.....	27
ARTICLE 19. RESPONSABILITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES DES ENTREPRISES.....	27
19.1. Certification achats responsables.....	27
19.2. Environnement.....	28
19.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	29
19.4. Protection de la santé et de la sécurité des personnes.....	30
19.5. Protection des consommateurs.....	30
19.6. Loyauté des pratiques.....	30
19.7. Développement durable et achats éthiques.....	30
19.8. Traitement des données à caractères personnels.....	31
19.9. Contrôle.....	31
ARTICLE 20. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS.....	31
20.1. Pénalités pour retard.....	31
20.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles.....	32
20.3. Pénalités pour absence de livrables.....	32
20.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	32
ARTICLE 21. MÉDIATION – RÉSILIATION.....	32
21.1. Médiation.....	32
21.2. Résiliation.....	33
ARTICLE 22. CONTENTIEUX.....	33
ARTICLE 23. DÉROGATIONS AU CCAG/MI.....	34

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de boucliers balistiques destinés à équiper les personnels des forces de la sécurité intérieure affectée aux missions de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

En application de l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti.

L'accord-cadre se décompose en 8 lots distincts suivants :

Lot n°1 : Bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025

Le présent lot se compose de **SEPT postes et SEPT PSE** facultatives :

Poste 1 : Pack constitué :

- du bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'une housse amovible en textile recouvrant l'intégralité du bouclier rigide modulaire 2025 (dénommée dans le présent cahier des charges, « housse amovible ») ;
- d'une plaque balistique amovible ;
- d'une bavette amovible ;
- d'une sangle d'aide au portage pour bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 de type « gouttière » ;
- d'un sac de transport pour le bouclier rigide modulaire modèle 2025 ;

Poste 2 : un bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1).

Poste 3 : une housse amovible en textile recouvrant l'intégralité du bouclier balistique rigide modulaire 2025 (dénommée dans le présent cahier des charges, « housse amovible »), identique à celle du poste 1.

Poste 4 : une plaque balistique amovible pour le bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 (identique à celle du poste 1)

Poste 5 : une bavette amovible souple (identique à celle du poste 1)

Poste 6 : une sangle d'aide au portage pour bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 de type « gouttière » (identique à celle du poste 1)

Poste 7 : un sac de transport (identique à celui du poste 1)

Lot n°2 : Bouclier balistique souple modulaire modèle 2025

Poste 1 : Pack constitué :

- d'un bouclier balistique souple modulaire modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'une plaque balistique amovible pour le bouclier balistique souple modulaire modèle

2025 ;

- d'une bavette amovible ;
- des sangles amovibles pour le transport du bouclier sur le dos de l'opérateur ;
- d'un sac de transport

Poste 2 : un bouclier balistique souple modulaire modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1).

Poste 3 : une plaque balistique amovible pour le bouclier balistique souple modulaire modèle 2025 (identique à celle du poste 1).

Poste 4 : une bavette amovible (identique à celle du poste 1).

Poste 5 : des sangles amovibles pour le transport du bouclier sur le dos de l'opérateur (identique à celles du poste 1).

Poste 6 : un sac de transport (identique à celui du poste 1).

Lot n°3 : Bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025

Le lot se compose de cinq postes et une PSE :

Poste 1 : Pack constitué :

- d'un bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française
- d'une bavette amovible
- d'une sangle de transport
- d'un sac de transport

Poste 2 : un bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1).

Poste 3 : une bavette amovible (identique à celui du poste 1).

Poste 4 : une sangle de transport (identique à celui du poste 1).

Poste 5 : un sac de transport (identique à celui du poste 1).

Lot n°4 : Bouclier balistique tactique petit modèle 2025

Le présent lot se compose de SEPT postes et DEUX PSE facultatives :

Poste 1 : Pack constitué :

- du bouclier balistique tactique petit modèle 2025 accompagné d'une notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'un ensemble comprenant des poignées et des sangles de portage amovibles pour le bouclier balistique tactique petit modèle 2025
- d'une sangle d'aide au portage de type « gouttière » du bouclier balistique tactique petit modèle 2025 ;
- d'une sangle de transport sur le dos du bouclier balistique tactique petit modèle 2025
- d'un sac de transport du bouclier balistique tactique petit modèle 2025
- d'un marquage destiné à attirer l'oeil

Poste 2 : un bouclier balistique tactique petit modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1).

Poste 3 : un ensemble comprenant une poignée de rechange et des sangles de portage amovibles pour le bouclier balistique tactique petit modèle 2025 (identique à ceux du poste 1).

Poste 4 : une sangle de portage de type « gouttière du bouclier balistique tactique petit modèle (identique à celle du poste 1).

Poste 5 : une sangle pour le transport sur le dos du bouclier balistique tactique petit modèle 2025 (identique à celle du poste 1).

Poste 6 : un sac de transport du bouclier balistique tactique petit modèle 2025 (identique à celui du poste 1).

Poste 7 : un marquage destiné à attirer l'œil (identique à celui du poste 1).

Lot n°5 : Bouclier balistique tactique grand modèle 2025

Le lot se compose de dix postes et d'une PSE :

Poste 1 : Pack constitué :

- d'un bouclier balistique tactique grand modèle 2025 accompagné d'une notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française.
- une bavette amovible ;
- d'un ensemble comprenant une poignée rigide et des sangles amovibles ;
- d'une sangle de transport ;
- d'une sangle d'aide au portage de type « gouttière » ;
- d'un système d'éclairage et son chargeur ;
- d'un support d'encapsulage du système d'éclairage du bouclier balistique tactique grand modèle 2025 ;
- d'une housse de transport du bouclier tactique grand modèle 2025 ;
- d'un sac de transport des accessoires du bouclier grand modèle 2025.

Poste 2 : un bouclier balistique tactique grand modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1).

Poste 3 : une bavette balistique amovible (identiques à celles du poste 1)

Poste 4 : un lot de poignées et sangles amovibles (identiques à celles du poste 1)

Poste 5 : une sangle de transport (identique à celle du poste 1).

Poste 6 : une sangle d'aide au portage de type « gouttière » (identique à celle du poste 1).

Poste 7 : un système d'éclairage et son chargeur (identique à celui du poste 1).

Poste 8 : un support d'encapsulage du système d'éclairage du bouclier balistique tactique grand modèle 2025 (identique à celui du poste 1).

Poste 9 : une housse de transport du bouclier balistique tactique grand modèle 2025 (identique à celle du poste 1).

Poste 10 : d'un sac de transport des accessoires du bouclier balistique tactique grand modèle 2025 (identique à celui du poste 1).

Lot 6 : Le bouclier balistique « main libre » modèle 2025

Le présent marché se compose de six postes et deux PSE :

Poste 1 : Pack constitué :

- d'un bouclier balistique main libre modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'un ensemble de sangles de maintien du bras de l'opérateur ;
- d'un marquage destiné à attirer l'œil de l'individu hostile ;
- d'une sangle amovible pour le portage du bouclier sur le dos ;
- d'un sac de transport

Poste 2 : un bouclier balistique main libre modèle 2025 accompagné de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1) ;

Poste 3 : un ensemble de sangles de maintien du bras de l'opérateur (identique à celles du poste 1)
Poste 4 : un marquage destiné à attirer l'œil de l'individu hostile (identique à celui du poste 1).
Poste 5 : une sangle amovible pour le portage du bouclier sur le dos (identique à celles du poste 1)
Poste 6 : un sac de transport (identique à celui du poste 1).

Lot 7 : le système d'éclairage tactique modèle 2025

Le présent marché se compose de TROIS postes :

Poste 1 : Pack constitué :

- d'un système d'éclairage tactique pour boucliers balistiques modèle 2025 accompagné d'une notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'un chargeur.

Poste 2 : un système d'éclairage tactique pour boucliers balistiques modèle 2025 accompagné d'une notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celui du poste 1) ;

Poste 3 : un chargeur (identique au poste 1).

Lot 8 : dispositif de transport et d'aide au portage des boucliers balistiques lourds modèle 2025

Le présent marché se compose de TROIS postes :

Poste 1 : Pack constitué :

- d'une claie de portage pour boucliers balistiques modèle 2025 accompagnée de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française ;
- d'un sac de transport pour remiser la claie de transport pour boucliers balistiques modèle 2025

Poste 2 : la claie de portage pour boucliers balistiques modèle 2025 accompagnée de sa notice d'entretien et du mode d'emploi en langue française (identique à celle du poste 1)

Poste 3 : un sac de transport pour remiser la claie de portage pour boucliers balistiques modèle 2025 (identique à celui du poste 1).

Le détail des prestations de chacun des lots figure aux cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.3. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSE)

L'administration souhaite mettre en place des postes en prestations supplémentaires éventuelles facultatives dans tous les lots ci-dessous à l'exception du lot n°8 :

Lot n°1 : Bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025

SEPT prestations supplémentaires éventuelles facultatives :

Poste 8 : un système dégradé d'aide au portage pour le bouclier rigide modulaire modèle 2025

Poste 9 : un porte arme de poing

Poste 10 : un porte grenades à main

Poste 11 : une interface sur auto-agrippant pour porte-pistolet à impulsions électriques (PIE)

Poste 12 : une interface porte caméra piéton

Poste 13 : un forfait de maintenance du bouclier rigide modulaire modèle 2025

Poste 14 : un témoin visuel d'alerte de l'intégrité de la plaque amovible

Lot n°2 : Bouclier balistique souple modulaire modèle 2025

Poste 7 : une interface porte caméra piéton

Lot n°3 : Bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025

Poste 6 : un forfait de maintenance du bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025.

Lot n°4 : Bouclier balistique tactique petit modèle 2025

Poste 8 : un dispositif d'aide au portage dégradé du bouclier balistique tactique petit modèle 2025.

Poste 9 : un bouclier balistique tactique petit modèle 2025 à poignée en forme de « U inversé »

Lot n°5 : Bouclier balistique tactique grand modèle 2025

Poste 11 : Une formation à l'utilisation du bouclier balistique tactique grand modèle 2025.

Lot 6 : Le bouclier balistique « main libre » modèle 2025

Poste 7 : une formation à l'utilisation du bouclier balistique main libre modèle 2025

Poste 8 : un bouclier balistique main libre modèle 2025 « compact ».

L'administration choisit ou non de lever les prestations supplémentaires éventuelles au moment de l'attribution du lot concerné sous réserve que le candidat retenu (sur son offre de base) propose cette prestation supplémentaire éventuelle et qu'elles soient conformes aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les références concernées et listées ci-dessus sont indiquées en grise dans le CCTP et dans les cadres de réponses techniques et dans les annexes financières

Dans le cas où les références seraient non-conforme aux exigences du CCTP, les postes seraient écartés sans rendre le reste du lot irrégulier.

1.4. Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est multi-attributaire de rangs 1 et 2 seulement pour chacun des lots 1-2-3-4-5 et 6.

L'attribution par rang sera faite à la notification, en cas de défaillance du titulaire de rang 1, notamment lors de la vérification des têtes de série et aussi en cours d'exécution du marché, l'administration sollicitera le titulaire de rang 2 .

L'accord-cadre est mono-attributaire pour les lots 7 et 8.

Chacun des lots est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 2. QUANTITÉS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum de quantités.

À titre indicatif, les quantités estimatives pour chaque lot pour la durée de l'accord-cadre sont de l'ordre de :

Pour le lot n°1 : 1128 boucliers balistiques rigides modulaires

Pour le lot n°2 : 734 boucliers balistiques souples modulaires

Pour le lot n°3 : 40 boucliers balistiques pour structures tubulaires

Pour le lot n°4 : 733 boucliers balistiques tactiques petit modèle

Pour le lot n°5 : 470 boucliers balistiques tactiques grand modèle

Pour le lot n°6 : 280 boucliers balistiques tactiques main libre

Pour le lot n°7 : 1000 systèmes d'éclairage tactique

Pour le lot n°8 : 270 dispositifs d'aide au transport et au port des boucliers balistiques lourds

Ces quantités sont estimatives et ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le montant maximum pour chaque lot pour la durée totale de l'accord-cadre est de :

Pour le lot n°1, il est de 13 536 000 euros TTC

Pour le lot n°2, il est de 8 802 000 euros TTC

Pour le lot n°3, il est de 444 000 euros TTC

Pour le lot n°4, il est de 8 796 000 euros TTC

Pour le lot n°5, il est de 5 640 000 euros TTC

Pour le lot n°6, il est de 3 360 000 euros TTC

Pour le lot n°7, il est de 1 140 000 euros TTC

Pour le lot n°8, il est de 307 800 euros TTC

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Il est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) **et ses quatre annexes**;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels (CCAG/MI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- 5- l'offre technique du titulaire ;

Le CCAG/MI n'est pas annexé au présent accord-cadre.

Les dérogations au CCAG/MI figurent au dernier article du présent CCAP.

ARTICLE 4. REPRÉSENTATION DES PARTIES

4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le correspondant du titulaire et est l'autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le CCAP et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution et de sursis de livraison.

Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur :

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'intérieur (SAILMI)
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés (SDASEM)
sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

5.1. Obligations du titulaire

5.1.1. OBLIGATION DE RÉSULTAT ET RESPONSABILITÉ:

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat dans la fourniture des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

5.1.2. OBLIGATION D'INFORMATION:

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

5.1.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ:

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution. À l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

5.2. Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R2193-1 et suivants du même code.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

7.2. Forme des prix

Les prix pour tous les lots sont :

- libellés en euros ;
- unitaires HT public
- unitaires TTC public
- unitaires HT remisés
- unitaires TTC remisé (le taux de TVA est indiqué à part dans la colonne TVA de l'annexe financière
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

7.3. Contenu des prix

Les prix pour tous les lots comprennent :

- les fournitures ;
- le conditionnement et l'emballage ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

7.4. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante.

$$P1 = Po \times [0,20 + 0,80 \text{ IPPIF} / \text{IPPIFo}]$$

dans laquelle :

- P1 : désigne le prix révisé HT.
- Po : désigne le prix initial HT.
- IPPIF : valeur finale de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A21C – Produits manufacturés Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles

brutes – Identifiant 010534449

- IPPIFo : valeur initiale de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A21 C – Produits manufacturés Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534449

La valeur initiale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de notification de l'accord-cadre.

La valeur finale des indices est celle antérieure de trois mois à la date de révision.

La valeur de l'indice l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A21 C – Produits manufacturés Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534449

La valeur de l'indice est publiée sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie>

Les nouveaux prix sont communiqués à l'administration par courrier recommandé, au minimum 3 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, accompagnés d'une lettre de présentation mentionnant le pourcentage de variation par rapport aux prix initiaux ainsi qu'un document retraçant l'ensemble des prix et variations constatées depuis la notification de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font l'objet d'une acceptation par l'administration dans un délai maximum de 30 jours. Cette dernière se réserve la possibilité d'appliquer la clause de sauvegarde définie ci-après.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

Les prix révisés entrent en vigueur à la date d'acceptation par l'administration.

À défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais précités, les prix appliqués par l'administration sont ceux figurant dans l'annexe financière

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les informations utiles permettant de contrôler l'application conforme de ces stipulations contractuelles.

7.5. Prix de règlement

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2.1 du CCAG / MI, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

Ils sont éventuellement remisés par rapport au barème public du titulaire. Le taux de remise consenti est le même pendant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION

8.1. Dispositions générales

Les prestations font l'objet de bons de commande (le cas échéant) émis par le Centre de Prestation Financière au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les

mentions suivantes :

- ▶ l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- ▶ la référence de l'accord-cadre ;
- ▶ le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- ▶ la désignation de la prestation ;
- ▶ la quantité commandée ;
- ▶ le(s) prix unitaire(s) : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- ▶ le(s) délai(s) de livraison ou de réalisation ;
- ▶ le(s) lieu(x) de livraison ou de réalisation ;
- ▶ les coordonnées du service chargé de la réception ;
- ▶ l'adresse de facturation.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/MI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

8.2. Lieux de livraison

Les fournitures sont livrées aux adresses suivantes :

Commandes émises par la Police Nationale		Commandes émises par la Gendarmerie Nationale
Direction opérationnelle des services techniques et logistiques Magasin Central 168, rue de Versailles 78150 LE CHESNAY	Établissement central logistique de la police nationale Zone industrielle Buxerolles 1 rue Faraday 87000 LIMOGES	Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale 54 rue de la Guignière 36300 LE BLANC

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière figurant sur les bons de commande, pendant les jours et heures ouvrables, soit du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Exceptionnellement, les livraisons peuvent s'effectuer sur un autre site métropolitain du ministère de l'Intérieur dont l'adresse est portée sur le bon de commande.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG/MI.

8.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison

Pour chacun des lots, les fournitures objet d'un même bon de commande, doivent être livrées à la personne publique dans les délais mentionnés ci-dessous suivant les tranches de quantités définies. Les délais débutent à compter de la date de notification du bon de commande.

Lot 1 : bouclier balistique rigide modulaire Lot 2 : bouclier balistique souple modulaire Lot 4 : bouclier balistique tactique petit modèle Lot 5 : bouclier balistique tactique grand modèle Lot 6 : bouclier balistique main libre	
Tranche de quantité	Délai maximum de réalisation de la prestation
Jusqu'à 50	120 jours
de 51 à 100	150 jours
101 à 150	180 jours
151 à 200	210 jours

Lot 3 : bouclier balistique souple pour structures tubulaires	
Tranche de quantité	Délai maximum de réalisation de la prestation
Jusqu'à 10	90 jours
11 et plus	20 jours

Les unités de commande ne concernent que la livraison des prestations correspondant aux postes suivants :

- Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 : le « pack » (poste 1) ;
- Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 : le bouclier (poste 2) ;
- Pour les lots 1 et 2 : la plaque amovible (poste 4 du lot 1 et poste 3 du lot 2)
- Pour les lots 1, 2, 3 et 5 : la bavette amovible (poste 5 du lot 1, poste 4 du lot 2, poste 3 des lots 3 et 5).

Le délai accordé pour la fourniture des autres prestations (non balistiques) sera ramené à 90 jours, quel que soit le volume de commande.

Un délai de 30 jours supplémentaires est accordé au titulaire pour exécuter la première livraison.

- Lots 7 et 8 : Délais maximums de livraison

Les délais accordés pour la fourniture des prestations sont conformes aux tableaux ci-dessous :

Lot 7 : Système d'éclairage tactique	
Tranche de quantité	Délai maximum de réalisation de la prestation
jusqu'à 100	120 jours
de 101 à 200	150 jours
de 201 à 300	180 jours
301 et plus	210 jours

Lot 8 : Claie de portage	
Tranche de quantité	Délai maximum de réalisation de la prestation
Jusqu'à 50	90 jours
51 et plus	120 jours

Un délai de 30 jours supplémentaires est accordé au titulaire pour exécuter la première livraison (délai de mise en production).

Le titulaire peut demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles.

Le mois d'août est neutralisé pour tenir compte des congés annuels.

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels.

8.4. Conditionnement et emballages

Le titulaire a la responsabilité des opérations de conditionnement et d'emballage des équipements de façon à assurer leur protection pour supporter sans dommage le transport entre ses locaux et le lieu de livraison.

Les modalités de conditionnement de chacun des effets vestimentaires figurent dans les CCTP.

Les frais de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 29.2.2 du CCAG/MI, les emballages restent la propriété de l'administration.

8.5. Transport

Conformément à l'article 29.3 du CCAG/MI, les risques afférents au transport jusqu'au lieu

de livraison ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement, incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 9. REMISES DE TÊTES DE SÉRIE UNIQUEMENT POUR LES LOTS 1-2-3-4-5 ET 6

Après notification et classement des titulaires par rang 1 ou 2, le titulaire de rang 1 de chaque lot de 1 à 6, devra fournir les têtes de série balistiques qui seront soumises aux tests précisés en annexes 1 et 2 du présent document.

Dans un délai de 40 jours à compter de la notification de chaque lot, le titulaire de rang 1 du lot concerné doit présenter les têtes de série suivantes :

Lot n°1 : Bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025

Échantillon	Menace testée	tirs à effectuer
Bouclier N°1	7,62x39 M43	18 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30° 6 tirs sous incidence 60°
	7,62x51 M80	4 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°2 Plaque ICW N°1	Calibre 12 Sauvestre	2 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°3 Plaque ICW N°2	300 WM	3 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°4 Plaque ICW N°3	7,62x39 API BZ	8 tirs sous incidence 0° 4 tirs sous incidence 30°
Bouclier N°5 Plaque ICW N°4	5,56x45 SS109	6 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°6 Plaque ICW N°5	7,62x51 AP	4 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°7 Plaque ICW N°6	7,62x54R API B32	2 tirs sous incidence 0°
Bavette N°1 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	24 tirs sous incidence 0°
Bavette N°2 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	6 tirs sous incidence 30°
Bavette N°3 fixée sur un bouclier	.44 magnum	6 tirs sous incidence 0°

Lot n°2 : Bouclier balistique souple modulaire modèle 2025

Échantillon	menace testée	tirs à effectuer
Bouclier N°1	9 mm parabellum	24 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30°
Bouclier N°2	.44 magnum	6 tirs sous incidence 0°
	Calibre 12 Brenneke	2 tirs sous incidence 0°

Bouclier N°3 Plaque ICW N°1	7,62x39 M43	18 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30° 6 tirs sous incidence 60°
Bouclier N°4 Plaque ICW N°2	7,62x51 M80	2 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°5 Plaque ICW N°3	Calibre 12 Sauvestre	3 tirs sous incidence 0°
Bavette N°1 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	24 tirs sous incidence 0°
Bavette N°2 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	6 tirs sous incidence 30°
Bavette N°3 fixée sur un bouclier	.44 magnum	6 tirs sous incidence 0°

Lot n°3 : Bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025

Échantillon	Menace testée	Tirs à effectuer
Bouclier N°1	7,62x39 M43	18 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30° 6 tirs sous incidence 60°
Bouclier N°2	7,62x51 M80	4 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°3	Calibre 12 Sauvestre	2 tirs sous incidence 0°
Bavette N°1 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	24 tirs sous incidence 0°
Bavette N°2 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	6 tirs sous incidence 30°
Bavette N°3 fixée sur un bouclier	.44 magnum	6 tirs sous incidence 0°

Lot n°4 : Bouclier balistique tactique petit modèle 2025

Échantillon	menace testée	tirs à effectuer
Bouclier N°1	7,62x39 M43	18 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30° 6 tirs sous incidence 60°
Bouclier N°2	7,62x51 M80	4 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°3	Calibre 12 Sauvestre	2 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°4	300 WM	2 tirs sous incidence 0°

Lot n°5 : Bouclier balistique tactique grand modèle 2025

Échantillon	menace testée	tirs à effectuer
Bouclier N°1	7,62x39 M43	18 tirs sous incidence 0° 6 tirs sous incidence 30° 6 tirs sous incidence 60°
Bouclier N°2	7,62x51 M80	4 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°3	Calibre 12 Sauvestre	2 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°4	300 WM	2 tirs sous incidence 0°

Bavette N°1 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	24 tirs sous incidence 0°
Bavette N°2 fixée sur un bouclier	9 mm parabellum	6 tirs sous incidence 30°
Bavette N°3 fixée sur un bouclier	.44 magnum	6 tirs sous incidence 0°

Lot 6 : Le bouclier balistique « main libre » modèle 2025

<u>Échantillon</u>	<u>menace testée</u>	<u>tirs à effectuer</u>
Bouclier N°1	7,62x39 M43	9 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°2	7,62x39 M43	9 tirs sous incidence 0°
Bouclier N°3	7,62x39 M43	6 tirs sous incidence 30°
Bouclier N°4	7,62x39 M43	6 tirs sous incidence 60°
Bouclier N°5	7,62x51 M80	4 tirs sous incidence 0°

Les têtes de série, accompagnées de leur dossier technique sont livrées par transporteur à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Service de l'Achat, des Équipements et de la Logistique de la Sécurité Intérieure centre de
recherche et d'expertise de la logistique (CREL)
168 rue de Versailles
78150 LE CHESNAY

Les fournitures remises à la personne publique au titre des têtes de série ne font l'objet d'aucune indemnisation et elles ne sont pas restituées.

Les têtes de série sont soumises aux opérations de vérification mentionnées en annexes 1 et 2 du présent CCAP. L'administration se réserve la possibilité de mener tout ou partie de ces opérations.

La décision d'acceptation ou de rejet est portée à la connaissance du titulaire, avec copie au bureau de l'administration des marchés dans les 15 jours qui suivent la présentation des têtes de série. Le défaut de décision dans ce délai vaut acceptation de la tête de série.

La première décision de rejet s'accompagne toujours d'indications précises écrites, notamment en cas de perforation lors des tests balistiques.

Une nouvelle présentation des têtes de série doit intervenir dans les 15 jours suivant la notification de la décision de rejet. (Ce délai peut être porté à un mois au maximum à la demande du titulaire).

Faute pour le titulaire d'avoir obtenu après deux présentations successives rejetées une décision d'acceptation des têtes de série, le lot sera résilié aux torts exclusifs du titulaire de rang 1.

L'administration fera appel au titulaire de rang 2 du lot concerné, qui dans les mêmes délais et quantités indiqués ci-dessus, fournira à l'administration ses têtes de série.

Les têtes de séries acceptées par la personne publique constituent les pièces de référence pour l'ensemble des fabrications lancées pendant l'exécution de l'accord-cadre. Elles sont conservées dans les locaux du centre de recherche et d'expertise et de logistique.

Pour toute modification apportée sur un équipement au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une nouvelle tête de série devra être validée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 10. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1. Principes

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire ;
- aux têtes de série préalablement acceptées pour chaque lot.
- aux échantillons des lots 7 et 8 conservés par l'administration

L'administration se réserve la possibilité de faire des opérations de vérifications qualitatives permettant de s'assurer de la conformité des produits aux exigences techniques du cahier des charges (CCTP) et de procéder à des tests balistiques sur un prélèvement d'échantillon de boucliers balistiques.

Les boucliers alors nécessaires aux épreuves de vérification sont à la charge de l'administration. Ils sont remplacés nombre pour nombre et donc livrés en sus de la quantité commandée. La non-conformité des fournitures peut entraîner le refus de l'intégralité de la livraison en cours.

Le responsable de la cellule réception-expédition du service destinataire est habilité, par délégation du représentant du pouvoir adjudicateur, à effectuer les contrôles de conformité susdits.

Par dérogation aux dispositions de l'article 32.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas convié à assister à la réalisation de ces opérations de vérification.

10.2. Délais ouverts à la personne publique- Décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI, la personne publique dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal. À l'issue des opérations de vérifications, les responsables des services concernés par la livraison notifient au titulaire une décision d'admission, réfaction, d'ajournement ou de

rejet dans les conditions définies à l'article 33.1 du CCAG/MI.

Cette décision est établie en deux exemplaires :

- l'original est conservé par l'administration /Bureau de gestion des contrats et des commandes (dont l'adresse est la suivante : sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr)
- un exemplaire est remis au titulaire ;

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/MI.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des fournitures.

- Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider **d'ajourner** la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai 15 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les matériels ajournés.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai 15 jours.

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 20 jours.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement des matériels sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités. Seule la décision (expresse ou tacite) de réception des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

ARTICLE 11. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – GARANTIE

La décision de réception prononcée à l'issue des opérations de vérification des prestations entraîne le transfert de propriété. Elle est prise sous réserve des vices cachés.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG/MI, la garantie des matériels des lots 1 à 7 acquis au titre du présent accord-cadre sont garantis pour une durée de :

Pour le lot n°1 :

La garantie contractuelle du bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 (bavette et plaque amovible incluses) est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle recouvre, *a minima*, les performances balistiques du bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Au-delà de la période de garantie obligatoire, la garantie du bouclier balistique rigide modulaire modèle 2025 et de ses éléments (bavette et plaque balistique amovible) est la plus longue possible et le soumissionnaire en précise les modalités.

Pour le lot n°2

La garantie contractuelle du bouclier balistique souple modulaire modèle 2025 (bavette et plaque amovible incluses) est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle recouvre, *a minima*, les performances balistiques du bouclier. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Pour le lot n°3

La garantie contractuelle du bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025 est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle recouvre, *a minima*, les propriétés balistiques du bouclier. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Au-delà de la période de garantie contractuelle obligatoire, la garantie du bouclier balistique souple pour structures tubulaires modèle 2025 est la plus longue possible et le soumissionnaire en précise les modalités.

Pour le lot n°4

La garantie contractuelle du bouclier balistique tactique petit modèle 2025 est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle recouvre, *a minima*, les performances balistiques du bouclier. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Pour le lot n°5

La garantie du bouclier balistique tactique grand modèle 2025 est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle recouvre, *a minima*, les performances balistiques du bouclier. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Pour le lot n°6

La garantie contractuelle du bouclier balistique main libre modèle 2025 est de 5 ans minimum. La garantie contractuelle couvre, *a minima*, les performances balistiques du bouclier. Le soumissionnaire précise dans son offre les conditions de reprise de ceux-ci dans le cadre de la garantie.

Pour le lot n°7

Les différents éléments du système d'éclairage tactique pour boucliers balistiques modèle 2025, ainsi que le chargeur, sont garantis, *a minima*, pendant une durée de 2 ans. Le soumissionnaire en précise les modalités.

La garantie s'exerce dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/MI pour le lot n°8.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception des prestations commandées.

Le titulaire remet, lors de la livraison des matériels, un document retranscrivant le processus à suivre pour la prise en charge de la garantie. Ce document explicite notamment les modalités de renvoi des pièces défectueuses par l'administration au titulaire, le cas échéant.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de la fourniture qui serait reconnue défectueuse dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date à laquelle la personne publique notifie au titulaire les anomalies constatées.

La garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrit, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

La garantie porte sur le maintien des performances attendues des articles livrés.

La garantie ne couvre que les détériorations qui résultent d'une utilisation normale des fournitures entretenues conformément aux prescriptions du titulaire.

ARTICLE 12. MODALITÉS DE PILOTAGE DES PRESTATIONS

12.1. Comité de pilotage de l'accord-cadre

Un comité de pilotage de l'accord-cadre sera organisé dans un délai de un mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Le titulaire sera averti au moins 7 jours avant la tenue de la réunion.

Le comité sera composé du titulaire, du point de contact pour le service avant/après vente ainsi que des représentants des entités bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le comité de pilotage traite plus particulièrement des sujets suivants :

- grandes orientations en matières de maintien en condition opérationnelle ;
- tableau de bord de synthèse concernant les fournitures ;
- proposition d'amélioration pour l'exécution des prestations.

À l'issue de la réunion le titulaire devra rédiger un compte-rendu de réunion qu'il transmettra selon les modalités prévues à l'article 15 infra.

Le comité de pilotage aura lieu annuellement, dans un délai de 15 jours, à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

12.2. Comité de suivi technique

Ce comité a pour objet de traiter l'ensemble des prestations issues de l'accord-cadre notamment :

- contrôler la bonne exécution du marché ;
- contrôler la bonne qualité des équipements livrés ;
- contrôler la bonne qualité des réparations matérielles.

Ce comité est constitué du titulaire ainsi que des représentants du service exécutant.

L'administration est tenue de prévenir le titulaire au moins 10 jours au préalable avant la

tenue du comité de suivi technique.

Suite à ce comité le titulaire est tenu de rédiger un compte rendu à envoyer dans un délai de 15 jours, au bureau des achats métiers.

ARTICLE 13. AVANCE

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R2191-3 à R2193-10 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes (HT) et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2191-7.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de versement d'une avance, le titulaire établit une facture du montant des fournitures livrées sans tenir compte de l'avance versée. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 14. ACOMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à 22 du code de la commande publique.

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser 80 % du montant HT des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle (mensuelle, sur demande, pour les PME et PMI). Le titulaire produira à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Toute demande d'acompte accompagnée d'un projet de décompte et des pièces justificatives doit être adressée sous forme dématérialisée à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le solde sera versé à la réception.

ARTICLE 15. SUIVI DE L'EXÉCUTION — LIVRABLES

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution du marché.

15.1. Rapport d'activité

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire produit un rapport d'activité l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur pour faire le point sur l'exécution financière et technique du marché.

Ce rapport d'activité doit comporter les informations suivantes :

- Les niveaux de consommation de l'année écoulée. Si le titulaire a plusieurs lots, il doit mentionner les niveaux de consommation par lots.
- Les difficultés rencontrées lors de l'exécution
- Les résultats de la clause sociale
- Les produits innovants susceptibles d'être proposés pour l'exécution du marché

Une réunion de suivi de projet pourra être organisée si le titulaire rencontre des difficultés dans l'exécution du marché.

Le rapport d'activité doit être fourni au plus tard 15 jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Il est fourni au format PDF aux adresses suivantes :

sailmi-achats-securite-interieur@interieur.gouv.fr (Bureau des achats métiers/BAM)

sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr (Bureau de la gestion des contrats et des commandes/BGCC)

15.2. Livrables

Nature du livrable	Format du livrable	Délai d'envoi	Destinataires
Rapport d'activité	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés avant la date anniversaire de l'accord-cadre	BAM, BGCC
Compte-rendu du comité de pilotage de l'accord-cadre	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés à date du comité	BAM, BGCC
Compte rendu réunion d'opportunité	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés à date de réunion	BAM, BGCC

ARTICLE 16. RÈGLEMENT – FACTURATION – CESSIION DE CRÉANCES

16.1. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire et/ou de son ou ses sous-traitants directs éventuels dont la mention figure à l'acte d'engagement.

16.2. Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception des fournitures.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- les nom et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre et éventuellement de chaque avenant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées ;
- le taux et les montants de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises des fournitures livrées ;
- la date d'établissement de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique (n° CHORUS indiqué dans le bon de commande)

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

[Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.](#)

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

[Préalables techniques et réglementaires :](#)

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

[Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :](#)

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la Loi sur la modernisation de l'économie (voir <https://chorus.pro.gouv.fr>).

Dans tous les cas, les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro de commande de référence (Engagement Juridique-EJ) à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

16.3. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des fournitures ou des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

16.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements est :

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel
Immeuble Lumière
Place Beauvau
75800 Paris cedex 08

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le Centre de Prestations Financières :

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

16.5. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique relatif à l'affectation des accord-cadre en nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

16.6. Personne habilitée à fournir les renseignements

L'ordonnateur secondaire est la personne habilitée à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 à 62 du Code de la commande publique.

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de
l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

ARTICLE 17. MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

17.1. Offres promotionnelles

Le titulaire est tenu de faire bénéficier l'administration de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble de sa clientèle. Les prix induits par une offre promotionnelle ne s'appliquent que lorsqu'ils constituent une remise plus importante que celle figurant à l'annexe financière.

17.2. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix pour les six lots entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour le lot concerné sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

17.3. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique et pour tenir compte notamment des évolutions tarifaires très fluctuantes portant essentiellement sur les coûts des matières premières et de transport, le prix des fournitures et des prestations comme leur encadrement en exécution (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peut faire l'objet d'une négociation et être réévalué au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Cette évolution financière est constatée par avenant.

18.1. *Initiative du titulaire*

Par principe, les matériels du présent accord-cadre doivent demeurer identiques pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport de performance globale/prix.

Le titulaire ne proposera pas au titre de cet article de matériels pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière.

18.2. *Initiative de l'administration*

Au cours de l'exécution du marché, les doctrines concernant les équipements des forces de sécurité intérieures sont susceptibles d'évoluer. À ce titre, l'administration se réserve la possibilité de demander au titulaire de présenter de nouveaux produits compatible avec le changement d'équipement.

Ces nouveaux produits seront accompagnés d'une documentation technique complète. La substitution se fera après accord du représentant du pouvoir adjudicateur. Les produits doivent présenter des caractéristiques techniques conformes aux exigences formulées dans le CCTP.

Les produits feront l'objet d'une validation préalable par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le changement de produit sera constaté par avenant.

ARTICLE 19. RESPONSABILITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES DES ENTREPRISES

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère environnemental et social qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des

achats (normes NF X 50-135 -1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

19.1. Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables — lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA) ».

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises, en association avec le Conseil National des Achats (CNA), accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediationdes-entreprises/>

19.2. Environnement

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- les biens du présent accord-cadre, ainsi que leurs différents composants, doivent être ou avoir été produits dans des unités de production et selon des processus respectueux de l'environnement : des unités de production qui comportent notamment des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses... et qui fonctionnent selon des processus de production conformes à une utilisation durable des ressources.

- disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats à toute demande du pouvoir adjudicateur.

Reporting RSE

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50- 135- 1 et 2).

Le ministère a un devoir d'exemplarité et a pour objectif de répondre aux 20 mesures répondant aux attentes sur l'environnement (cf. circulaire PM n° du 25 février 2020 relative aux engagements de l'État pour des services publics écoresponsables).

Par ailleurs, le Ministère de l'Intérieur s'est aussi engagé, à travers l'adoption le 20 septembre 2019 de la feuille de route nationale sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2030. Le titulaire est fortement invité à intégrer les 17 ODD dans ses engagements annuels.

De ce fait, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance et adhérer aux engagements du Ministère de l'Intérieur en matière de développement durable, notamment concernant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Le titulaire devra donc sur toute la durée du marché mettre à disposition du pouvoir adjudicateur les documents faisant foi de son engagement RSE (Rapport RSE, Rapport annuel, charte...) afin de pouvoir évaluer son engagement en faveur du développement durable.

Gestion des déchets/réemploi

Le titulaire est invité à communiquer au pouvoir adjudicateur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise. Il est fait référence ici à la gestion des déchets produits dans le cadre de l'activité de transports de colis notamment.

Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L. 541-2).

Transport :

Lorsque la situation le permet, le titulaire doit privilégier le transport d'envoi au moyen de modes de transport alternatifs aux véhicules thermiques. Dès lors que le transport aura lieu par la voie routière et au moyen de véhicules motorisés, le titulaire doit encourager le recours à des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre.

Conditions particulières pour transport routier en outre-mer (cf. PPE ZNI) : recours aux véhicules électriques ou hybrides si recharge avec énergie d'origine renouvelable (solaire par exemple).

Pour des livraisons de colis sur de courtes distances en milieu urbain, il doit favoriser l'utilisation de vélos cargos, triporteurs ou tout autre mode de transport faiblement polluant ou émetteur de gaz à effet de serre. Dans le cadre de la réglementation en vigueur du respect des ZFE (article L. 2213-4-1 du Code des collectivités territoriales) et des plans de protection de l'atmosphère.

À défaut, les véhicules mobilisés pour les prestations devront a minima respecter la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier. Il sera également demandé au titulaire que les véhicules légers utilisés pour les prestations dans le cadre du marché respectent a minima les normes Euro V et VI.

Documentation :

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent soit d'un label NF Environnement, écolabel européen ou équivalent.

19.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 à D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à

l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises en application de l'article 6 du CCAG de référence ;
- disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

Le titulaire de chaque rang et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles ;
- respecter les réglementations nationales et européennes relatives au salaire minimum (travailleurs détachés notamment).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

19.4. Protection de la santé et de la sécurité des personnes

Conformément à l'article 7 du CCAG/MI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Il veille également au respect des prescriptions techniques fixées par le CCTP.

19.5. Protection des consommateurs

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les normes françaises et internationales applicables en matières de protection du consommateur ;
- fournir à la demande du RPA, la liste exhaustive des composants, leur provenance ainsi que les preuves de conformité à la réglementation nationale française et aux normes internationales applicables ;
- disposer de toutes les informations nécessaires à la communication réglementaire vis-à-vis des consommateurs en langue française ;
 - avoir un système de traçabilité vis-à-vis du respect des réglementations et normes internationales liées au produit fourni ;
- disposer des études de risques pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le titulaire doit garantir au RPA que la mise en place de son offre n'entrave pas la fourniture de services reconnus comme essentiels dans les réglementations nationales et normes internationales de comportement.

19.6. Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- s'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

19.7. Développement durable et achats éthiques

Les matières premières utilisées dans la réalisation des fournitures livrées doivent avoir été produits dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collectives (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Le titulaire devra veiller à limiter au maximum l'impact environnemental des produits proposés. De même les conditions d'éliminations en fin de vie de ces fournitures doivent être prévues par le titulaire.

19.8. Traitement des données à caractères personnels

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (cf. annexe 1 du présent document).

19.9. Contrôle

Le titulaire fournit annuellement les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur.

L'inexécution ou le non-respect des clauses ci-dessus est un motif de résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 20. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS

Sous réserve des stipulations des articles 14.3 et 30.5 du CCAG/MI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Administration applique des pénalités.

Lorsque l'Administration envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'Administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent comme ci-dessous :

20.1. Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 15.1 du CCAG/MI, lorsque le titulaire de chaque lot dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V \times R}{2000} \right)$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

20.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe 1 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

20.3. Pénalités pour absence de livrables

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais d'envoi des livrables celui-ci encourt une pénalité de 50€ par jour de retard.

20.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

ARTICLE 21. MÉDIATION – RÉSILIATION

21.1. Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait

survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'intérieur
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

21.2. Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/MI.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG / MI;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG / MI;
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 35 du CCAG/MI.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG/MI.

Conformément à l'article 48 du CCAG/MI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être

honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

ARTICLE 22. CONTENTIEUX

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
France
Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

ARTICLE 23. DÉROGATIONS AU CCAG/MI

- L'article 7.5 déroge aux dispositions de l'article 11.2.1 du CCAG / MI
- L'article 8.4 déroge aux dispositions de l'article 29.2.2 du CCAG/MI
- L'article 10.1 déroge aux dispositions de l'article 32.3 du CCAG/MI
- L'article 10.2 déroge aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/MI
- L'article 11 déroge aux dispositions de l'article 36 du CCAG/MI
- L'article 20.1 déroge aux dispositions de l'article 15.1 du CCAG/MI